

ACTION URGENTE

SRI LANKA. UNE FAMILLE CHRÉTIENNE PAKISTANAISE RISQUE D'ÊTRE EXPULSÉE

Les membres d'une famille catholique pakistanaise, âgés de 11 à 57 ans, ont été arrêtés pour avoir prolongé leur séjour au Sri Lanka au-delà de la période de validité de leur visa. Ils ont fui le Pakistan parce que leur vie y était menacée et se sont rendus au Sri Lanka pour y demander l'asile. Amnesty International a appris le vendredi 31 mai 2019 qu'ils étaient actuellement détenus dans des conditions déplorables et que leur expulsion immédiate était envisagée. Un retour forcé au Pakistan les mettrait en danger car la sécurité des minorités s'est détériorée dans ce pays ces dernières années.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre

Tilak Marapana

Sir, Baron Jayatilaka Mawatha,

Colombo 00100

Sri Lanka

Courriel : publicity@formin.gov.lk, cypher@mfa.gov.lk, sfa@mfa.gov.lk

Monsieur le ministre,

Je vous écris pour vous prier de ne pas expulser du Sri Lanka une famille chrétienne pakistanaise, qui a été arrêtée et est actuellement détenue au centre pour réfugiés de Mirihana parce que ses membres ont prolongé leur séjour au Sri Lanka au-delà de la période de validité de leur visa. **Naseem John, Nida John, Nobil Zain, Sylvester John, Hina Milword et Keshwan Milword** ont fui de graves menaces pour leur vie au Pakistan et ont dû chercher refuge au Sri Lanka.

Outre le traumatisme subi dans leur pays d'origine, les membres de cette famille ont été exposés à un nouveau traumatisme quand ils ont été déplacés de leur foyer à Dalupotha par des foules violentes, à la suite des attentats du dimanche de Pâques. Ils sont actuellement détenus dans des conditions exécrales, et le plus jeune membre de la famille a été séparé de sa mère en raison de la ségrégation pratiquée dans les camps.

La famille John ne devrait pas être expulsée vers le Pakistan, où elle ne fera que souffrir davantage. Je vous prie de veiller à ce qu'elle puisse être hébergée dans un lieu sûr, où elle bénéficiera de nourriture et de médicaments.

Une expulsion ne doit avoir lieu qu'après une procédure équitable, destinée à évaluer correctement la menace à laquelle les intéressés pourraient être exposés à leur retour. Personne ne devrait être renvoyé de force dans un pays où il risquerait d'être victime de graves violations des droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Les réfugiés et les demandeurs d'asile disent qu'ils vivaient paisiblement au Sri Lanka, ne se retrouvant qu'occasionnellement confronté à de l'hostilité. Cependant, la situation a changé après les attentats du dimanche de Pâques, le 21 avril 2019, lors desquels une attaque meurtrière a eu lieu à l'église Saint-Sébastien, à Negombo, où plus de 100 personnes ont été tuées. Depuis lors, beaucoup de réfugiés et demandeurs d'asile ont peur de s'aventurer hors de leurs abris temporaires. Ils ont même le sentiment de ne plus être en sécurité nulle part au Sri Lanka.

Depuis le 22 avril 2019, des rassemblements de jeunes hommes, parfois armés, vont de porte en porte dans la région de Negombo, une ville située sur la côte est du Sri Lanka, cherchant à chasser les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de pays à majorité musulmane.

Les garanties pour les minorités sont faibles au Pakistan, en particulier quand les lois pakistanaises relatives au blasphème sont appliquées. La législation pakistanaise sur le blasphème est rédigée en termes vagues, a une portée trop générale et est coercitive. Elle est utilisée pour réprimer les minorités religieuses, à des fins de vengeance personnelle ou encore pour justifier des violences commises par des groupes d'autodéfense. Les personnes accusées de blasphème sans aucune preuve ou sur la base de faibles éléments de preuve ont beaucoup de mal à établir leur innocence face à des rassemblements d'individus violents et en colère qui tentent d'intimider la police, les témoins, les procureurs, les avocats et les juges.

Le cas d'Asia Bibi, une ouvrière agricole chrétienne pauvre qui a passé huit ans dans le couloir de la mort pour de fausses accusations de blasphème, en est un bon exemple. Après la condamnation à mort d'Asia Bibi en novembre 2010, deux responsables politiques de premier plan, Salmaan Taseer et Shahbaz Bhatti, sont intervenus en sa faveur, appelant le président pakistanais de l'époque, Asif Ali Zardari, à la gracier. Il est apparu à quel point il est dangereux de prendre la défense d'une femme catholique pauvre au Pakistan quand Salmaan Taseer, le gouverneur du Pendjab, a été assassiné par son propre garde du corps en janvier 2011. Deux mois plus tard, Shahbaz Bhatti, alors seul membre chrétien du gouvernement pakistanais, était abattu à son tour, devant le domicile de sa mère, à Islamabad, pour avoir plaidé la cause d'Asia Bibi.

Trois ans après avoir accepté d'examiner le recours formé par Asia Bibi, la Cour suprême, le 31 octobre 2018, l'a acquittée de toutes les charges retenues contre elle, invoquant un manque d'éléments probants. Après l'annonce de cette décision, de violentes manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du Pakistan. Il a alors été décidé que le nom d'Asia Bibi serait inscrit sur la liste des personnes dont la sortie du territoire est soumise à contrôle, et que la Cour suprême examinerait une « requête en révision » visant à obtenir l'annulation de son acquittement. Elle n'a pu partir que six mois après son acquittement.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 16 juillet 2019

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Naseem John (elle), Nida John (elle), Nobil Zain (il), Sylvester John (il), Hina Milword (elle), Keshan Milword (il)